



Les prisons craignent tout particulièrement la propagation du coronavirus à l'intérieur de leurs murs.

De l'avis de certains observateurs, pour éviter l'hécatombe, les autorités doivent réduire le nombre de détenus dans les maisons d'arrêt surpeuplé en réduisant la population pénale, notamment en aménageant des peines de courtes durées.

237actu.com vous propose la lecture de ce texte de David Eboutou, activiste des Droits de l'Homme

L'Organisation des Nations Unies (ONU) à travers son Haut Commissaire aux droits de l'Homme Michelle Bachelet a appelé hier Mercredi à la libération urgente des détenus à travers le monde pour éviter que la Pandémie de COVID-19 ne fasse des "ravages" dans les prisons surpeuplées .

Elle a souligné que le COVID-19 a commencé à frapper les prisons, les maisons d'arrêt et les centres de détention d'immigrants, ainsi que les centres de soins résidentiels et les hôpitaux psychiatriques, et risque de causer des ravages auprès des populations extrêmement vulnérables au sein de ces institutions.

Dans cette veine, le Président Camerounais S.E Paul Biya devrait par conséquent faire preuve d'humanisme en désengorgeant sans hésiter les prisons camerounaises à l'instar de Kondengui et de New Bell qui regorgent aujourd'hui 07 à 08 fois le nombre de détenus qu'elles devraient abriter.

A coup sûr, le bénéfice politique et social de la mise en œuvre de cette recommandation onusienne de bon sens serait élevé. Le pays appréciera la libération des personnalités politiques et de hauts cadres condamnés depuis de longues années (5 à 15 ans déjà) à de lourdes peines parfois sans justification évidente des charges, et la mise en œuvre en la circonstance des résolutions du Grand Dialogue National (GDN) en libérant tous les prisonniers de la crise anglophone. Les prisonniers en fin de peine, déjà corvéables, et les prévenus jetés en prison pour de larcins (vols de portables ou des aliments et autres pécadilles) peuvent aussi bénéficier de l'élargissement pour dégonfler les prisons parmi les plus surpeuplées au monde comme kondengui et Newbel. Dans ces prisons où la panique serait totale et le chaos inévitable dès le diagnostic d'un seul cas d'infection au coronavirus, il vaudrait mieux anticiper en procédant dès maintenant au désengorgement.

Notons que dès la diffusion de cette recommandation par l'ONU ,l'Éthiopie a immédiatement annoncé hier ,l'amnistie et la libération de plus de 4.000 prisonniers dans les prochains jours pour désengorger les prisons. Le Chili également s'apprête à libérer de centaines de prisonniers y compris des prisonniers politiques et celles des personnes en détention sans fondement juridique. Le Président camerounais devrait absolument aller dans ce sens si l'on ne souhaite pas avoir de regrets et d'autres conséquences dramatiques dans les prochaines semaines.

David Eboutou
